

# La gauche populiste mutile à nouveau la justice

Roumanie Les modifications apportées in extremis au Code pénal provoquent une vague de manifestations dans tout le pays.

Analyse Maria Udrescu

**N**ous ne pouvons pas nous sauver un par un, on doit se sauver tous ensemble." Lundi, devant le Parlement, Varujan Vosganian, député de l'ALDE qui gouverne aux côtés du Parti social-démocrate (PSD), assumait ainsi le réel objectif des modifications du Code pénal adoptées lundi, la nuit, par sa majorité, lui qui n'a échappé aux griffes de la justice que grâce à son immunité parlementaire. Depuis ce lundi "noir" pour la lutte anticorruption, la rue gronde, une nouvelle manifestation massive étant annoncée ce jeudi soir, pour dénoncer la soif d'impunité de la classe politique.

"Ce qu'il se passe mettra la Roumanie à genoux. Tout ça parce qu'ils se créent des lois pour échapper à la justice", s'indigne la manifestante Oana Gheorghiu, membre de l'association "Daruieste Viata". Ces amendements semblent en effet taillés sur mesure notamment pour Liviu Dragnea, homme fort du PSD et du pouvoir, dont la condamnation pour fraude électorale lui a coûté son rêve de devenir Premier ministre. Désormais, une peine pourrait être révisée si elle n'a pas été signée par tous les juges impliqués dans le processus décisionnel. Cela tombe bien, puisque l'un des juges participant au procès de Liviu Dragnea a pris sa retraite avant la communication du jugement.

D'ailleurs, s'il y avait urgence pour adopter ces modifications du Code pénal - elles se comptent par dizaines, dans un rapport de 300 pages, adopté à 22h -, c'est parce que M. Dragnea attendait ce jeudi sa sentence dans une affaire d'emplois fictifs. La Cour suprême l'a condamné à 3 ans et demi de prison ferme, une décision dont il peut faire appel. Or le nouveau Code pénal interdit la condamnation d'une personne uniquement sur base d'informations venant de témoins, alors que le cœur de l'enquête visant M. Dragnea est constitué de... témoignages.

"Ils ont fait en sorte que des dossiers soient classés sans suite, que des faits ne soient plus considérés comme des infractions, que certaines preuves ne puissent plus être utilisées contre eux. Mais le plus grave est que toutes ces mesures vont s'appliquer de manière rétroactive", résume George-Edward Dirca, député de l'Union Sauvez la Roumanie, parti de l'opposition qui s'apprête à contester ces modifications devant la Cour constitutionnelle.

La protection des victimes en danger

Cerise sur le gâteau: les procureurs n'informeront plus les citoyens sur l'évolution ou même sur l'existence d'une enquête, les élus politiques préservant ainsi leur image. Par contre, une personne faisant l'objet d'une investigation devrait, elle, en être immédiatement informée et être autorisée à participer à la collecte de preuves... de son éventuelle culpabilité. "Avec ça, nous disons au revoir à toute investigation en Roumanie", alerte l'eurodéputée Monica Macovei, ancienne ministre de la Justice. Et d'ajouter: "La Roumanie va devenir le paradis des criminels."

Ces mesures, au-delà de permettre à nombre de politiciens de dormir sur leurs deux oreilles, risquent surtout de mettre en péril le système judiciaire et la protection des victimes. Par exemple, puisqu'une personne devrait désormais être autorisée à assister à toutes les auditions concernant l'enquête qui la vise, une femme devrait rapporter les faits en présence de son violeur, un enfant abusé devant le pédophile.

"Les sociaux-démocrates souhaitent amputer les pouvoirs de la justice", a conclu le président Klaus Iohannis (centre-droit). La semaine dernière, celui-ci a d'ailleurs été enjoint par la Cour constitutionnelle - suspectée de pencher à gauche, une majorité de ses membres ayant été nommés par le PSD au pouvoir depuis 2012 - à révoquer la cheffe du parquet anticorruption. Sa tête est demandée par les sociaux-démocrates qui disent vouloir, notamment à travers les modifications apportées au Code pénal, "mettre un terme aux abus" des magistrats. Et le PSD menace de destituer le chef d'Etat s'il ne se plie pas au plus vite à la décision de la Cour.

Ainsi, l'indignation de la société ne cesse-t-elle de grandir, attisée par les récentes violences policières. La Roumanie n'en est pas à ses premières manifestations, les tentatives du pouvoir de museler la justice ayant rempli les rues plusieurs fois en deux ans de chaos politique. Mais cette fois, plusieurs personnes ont été agressées par les forces de l'ordre, qui ont aussi procédé à des interpellations, dont celle d'un journaliste allemand, "La manière dont ils traînaient et poussaient des gens, c'était monstrueux", s'indigne M. Dirca, qui se trouvait sur les lieux.

Selon M<sup>me</sup> Gheorghiu, "les gendarmes étaient plus nombreux que jamais et avaient une attitude d'intimidation. Ils nous accusaient, dans un mégaphone, de participer à une action illégale. Il y avait des gendarmes équipés pour la guerre. Mais je n'avais pas vu avant de détermination de la part des manifestants depuis un moment. Les gens sont prêts à se faire battre, pour ne pas céder".